

**CONVENTION RELATIVE A L'ORGANISATION DE LA SÉQUENCE  
D'OBSERVATION EN MILIEU PROFESSIONNEL POUR LES ÉLÈVES  
DE QUATRIÈME ET DE TROISIÈME DE COLLÈGE.**

Vu le Code du travail, et notamment son article L. 4153-1 ; le Code de l'éducation, et notamment ses articles L. 124-1, L. 134-9, L. 313-1, L. 331-4, L. 331-5, L. 332-3, L. 335-2, L. 411-3, L. 421-7, L. 911-4, D. 331-1 à D. 331-9, D. 333-3-1 ; le Code civil, et notamment ses articles 1240 à 1242 ; la circulaire n°96-248 du 25-10-1996 relative à la surveillance des élèves ; la circulaire du 10-2-2021 relative au projet d'accueil individualisé pour raison de santé ; la circulaire du 13-6-2023 relative à l'organisation des sorties et voyages scolaires dans les écoles, les collèges et les lycées publics ; la circulaire du 12 juillet 2024 relative aux séquences d'observation, visites d'information et stages pour les élèves de collège ; la délibération du conseil d'administration en date du 24/06/2013.

**Entre le collège Marcel Doret situé 500 avenue de Lagardelle – 31810 LE VERNET d'une part**

☎ - 05.62.11.59.20 – Mail : [0312610u@ac-toulouse.fr](mailto:0312610u@ac-toulouse.fr)

Représenté par Madame COPADO Delphine – principale

Numéro de SIRET : 19312482300017

Assurance : MAIF – N°2881908T

**Et l'entreprise ou l'organisme d'accueil ci-dessous désigné d'autre part**

**NOM de l'organisme ou de l'entreprise :** .....

Numéro de SIRET : .....

**Représenté (e) par monsieur/madame :** .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Adresse électronique : .....

**Nom et prénom du tuteur :** ..... **Fonction :** .....

Téléphone : .....

**Concernant l'élève :**

**NOM DE L'ÉLÈVE :**

**Prénom :**

**Classe :**

**Date de naissance :**

**NOM, Prénom des représentants légaux de l'élève :**

Représentant légal : .....

**Téléphone :** ..... **Adresse électronique :** .....

Représentant légal : .....

**Téléphone :** ..... **Adresse électronique :** .....

Nom du professeur principal :

Il a été convenu ce qui suit :

## **A - Dispositions générales**

Article 1 – La présente convention a pour objet la mise en œuvre d'une séquence d'observation en milieu professionnel, au bénéfice des élèves scolarisés en classe de quatrième ou de troisième des collèges.

Article 2 - Les modalités de prise en charge des frais afférents à cette séquence ainsi que les modalités d'assurances sont définies dans l'annexe financière.

Article 3 - L'organisation de la séquence d'observation est déterminée d'un commun accord entre la/le responsable de l'organisme d'accueil et la/le chef(fe) d'établissement.

Article 4 - Les élèves demeurent sous statut scolaire durant la période d'observation en milieu professionnel. Ils restent placés sous l'autorité et la responsabilité du chef(fe) d'établissement.

Ils ne peuvent prétendre à aucune rémunération ou gratification de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil.

Article 5 - Durant la séquence d'observation, les élèves ne doivent pas concourir au travail dans l'entreprise ou l'organisme d'accueil.

Au cours des séquences d'observation, les élèves peuvent effectuer des enquêtes en liaison avec les enseignements. Ils peuvent également participer à des activités de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil, à des essais ou à des démonstrations en liaison avec les enseignements et les objectifs de formation de leur classe, sous le contrôle des personnels responsables de leur encadrement en milieu professionnel.

Les élèves ne peuvent accéder aux machines, appareils ou produits dont l'usage est proscrit aux mineurs par les articles D. 4153-15 à D. 4153-37 du Code du travail. Ils ne peuvent ni procéder à des manœuvres ou manipulations sur d'autres machines, produits ou appareils de production, ni effectuer des travaux légers autorisés aux mineurs par ce même code.

Si l'état de santé de l'élève nécessite d'avoir une trousse d'urgence dans le cadre d'un PAI, la famille s'assure que son enfant emporte la trousse pendant la durée du stage.

Article 6 - La/le responsable de l'organisme d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle sera engagée (en application des articles 1240 à 1242 du Code civil) :

- soit en souscrivant une assurance particulière garantissant sa responsabilité civile en cas de faute imputable à l'entreprise ou à l'organisme d'accueil à l'égard de l'élève ;
- Soit en ajoutant à son contrat déjà souscrit au titre de la « responsabilité civile entreprise » ou de la responsabilité civile professionnelle" un avenant relatif à l'accueil d'élèves.

Le chef de l'établissement d'enseignement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile des élèves placés sous sa responsabilité pour les dommages qu'ils pourraient causer à l'occasion de la visite d'information ou de la séquence d'observation en milieu professionnel, ainsi qu'en dehors de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil, ou sur le trajet menant, soit au lieu où se déroule la visite d'information ou la séquence d'observation, soit au domicile.

L'élève (et en cas de minorité ses représentants légaux) doit souscrire et produire une attestation d'assurance couvrant sa responsabilité civile pour les dommages qu'il pourrait causer ou qui pourraient lui advenir en milieu professionnel.

Article 7 - En cas d'accident survenant à l'élève, soit en milieu professionnel, soit au cours du trajet, la/le responsable de l'organisme d'accueil alerte sans délai la/le chef(fe) d'établissement d'enseignement de l'élève par tout moyen mis à sa disposition et lui adresse la déclaration d'accident dûment renseignée dans la même journée.

Article 8 – Le chef d'établissement d'enseignement et le responsable de l'organisme d'accueil de l'élève se tiendront mutuellement informés des difficultés qui pourraient naître de l'application de la présente convention et prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions propres à les résoudre notamment en cas de manquement à la discipline. Les difficultés qui pourraient être rencontrées lors de toute période en milieu professionnel, et notamment toute absence d'un élève, seront aussitôt portées à la connaissance du chef d'établissement.

Article 9 - La présente convention est signée pour la durée d'une séquence d'observation en milieu professionnel, fixée à cinq jours consécutifs, pour les élèves scolarisés en collège (facultatif en quatrième, obligatoire en troisième).

## **B – Dispositions particulières**

Existence d'un PAI (projet d'accueil individualisé pour raisons de santé) à prendre en compte : **Oui**  **Non**  (Cocher la case correspondante)

Si **oui**, la trousse emportée est celle : de la famille  de l'établissement scolaire  (Cocher la case correspondante)

### **1 - Repères réglementaires relatifs à la législation sur le travail :**

Les durées maximales de travail sont de trente-cinq heures hebdomadaires et de sept heures quotidiennes avec un minimum de 28 heures hebdomadaires.

Les repos quotidiens de l'élève sont respectivement de quatorze heures consécutives au minimum et hebdomadaire de deux jours consécutifs.

Le samedi n'est pas autorisé.

Dès lors que le temps de travail atteint quatre heures trente minutes, l'élève doit bénéficier d'un temps de pause de trente minutes consécutives minimum. Les horaires de l'élève sont précisés ci-dessous :

### **2 - Les horaires journaliers de l'élève sont précisés ci-dessous, le samedi n'est pas autorisé**

	Matin		Après-midi	
Lundi	de	à	de	à
Mardi	de	à	de	à
Mercredi	de	à	de	à
Jeudi	de	à	de	à
Vendredi	de	à	de	à

### **3 – Annexe pédagogique**

La séquence d'observation en milieu professionnel a pour objectif de sensibiliser l'élève à l'environnement technologique, économique et professionnel, en liaison avec les programmes d'enseignement, notamment dans le cadre de son éducation à l'orientation.

Le professeur principal assure le suivi de la mise en place de cette séquence en lien avec l'équipe pédagogique.

### **4 – Annexe financière**

#### **Hébergement**

L'hébergement de l'élève en milieu professionnel n'entre pas dans le cadre de la présente convention.

#### **Restauration**

L'élève peut accéder à l'espace restauration de l'entreprise ou de l'organisme qui l'accueille dans les conditions fixées pour l'ensemble du personnel par le règlement intérieur de ce (tte) dernier(ère). La participation financière des repas pris par l'élève en milieu professionnel demeure à la charge de sa famille.

#### **Transport**

Le déplacement de l'élève est réglementé par la circulaire n°96-248 du 25 octobre 1996 susvisée. Dès lors que l'activité « séquence d'observation en milieu professionnel » implique un déplacement qui se situe en début ou en fin de temps scolaire, il est assimilé au trajet habituel entre le domicile et l'établissement scolaire. L'élève, dans le cadre de l'apprentissage de l'autonomie, peut s'y rendre ou en revenir seul.

#### **Assurance**

La souscription d'une police d'assurance est obligatoire pour toutes les parties concernées par la présente convention. Il convient de se rapporter à l'article 6 de la convention pour en connaître les modalités.

A ....., le .....

A Vernet, le .....

**Le représentant légal de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil  
(signature et cachet)**

**La principale du collège  
Madame COPADO Delphine**

A ..... le .....  
Signature de l'élève

A ..... le .....  
Signature du représentant légal de l'élève

